

StatUR

► GUADELOUPE

Conjoncture 1^{er} trimestre 2018

Edito

Comme je m'y étais engagé lors de la parution du Bilan emploi 2016, la CGSS Guadeloupe s'inscrit dans une démarche de diffusion régulière des données économiques en sa possession. En cela, elle contribue à l'offre d'informations économiques comme tous les autres organismes en charge du recouvrement des cotisations sociales sur le territoire national et aux côtés d'acteurs locaux que sont, entre autres, la DIECCTE, l'INSEE ou l'IEDOM. Nos données sont compilées à partir des éléments collectés quotidiennement au contact des cotisants. J'ai souhaité que la conjoncture soit abordée sous 3 axes : les données économiques de base (effectifs salariés, masse salariale, salaire moyen mensuel par tête et intentions d'embauche), le soutien à l'économie (exonérations de cotisations sociales) et le besoin d'accompagnement des entreprises (demandes de moratoires). Vous avez entre vos mains notre analyse du 1^{er} trimestre 2018. Faites-en bon usage !

Henri YACOU

Directeur Général de la CGSS de la Guadeloupe

Ici et ailleurs

	Effectifs salariés	Masse salariale
Guadeloupe	+1,8%	+3,4%
DROM (hors Mayotte)	+2,6%	+3,6%
France entière	+1,7%	+3,4%

Synthèse

	1 ^{er} trimestre 2018	Evolution
Effectifs salariés	72 672	1,8%
Masse salariale (en millions d'euros)	529	3,4%
Salaire moyen mensuel par tête (en euros)	2 429	1,7%
Déclarations préalable à l'embauche	14 714	6,2%
Exonérations des cotisations sociales (en millions d'euros)	59,8	-1,2%
Délais de paiement		
- Nombre de demandes	355	-10,6%
- Montant à négocier (en millions d'euros)	18,19	-6,8%

Source : Acoiss - CGSS- Dares

Au regard des indicateurs choisis, la conjoncture économique au 1^{er} trimestre semble bien orientée. Des effectifs salariés en hausse, une masse salariale dynamique, des intentions d'embauche en progression et des demandes de moratoires en diminution sensible. Dans un contexte de croissance de la masse salariale, la contraction du volume d'exonérations peut être la conséquence d'une augmentation des rémunérations qui, du fait du mécanisme de dégressivité, réduit de facto le volume des exonérations. La progression du salaire moyen mensuel par tête renforce cette présomption.

Effectifs salariés du secteur privé ...

... évolution sur longue période

Les effectifs salariés progressent de 1,8% au 1^{er} trimestre. Cette évolution favorable confirme et amplifie celle observée au 4^{ème} trimestre 2017 (+0,4%). La situation est délicate pour les activités agricoles et le tertiaire (hors commerce et HCR) où les effectifs diminuent respectivement de 1,8% et de 1%. Dans les autres secteurs d'activités, les augmentations sont relativement importantes. Dans l'intérim, la tendance amorcée au trimestre précédent se poursuit (+30% au 4^{ème} trimestre 2017 et +28% au 1^{er} trimestre 2018).

La masse salariale dans le secteur privé est particulièrement dynamique (+3,4%). Elle entraîne mécaniquement une forte hausse du salaire mensuel par tête (+1,7%).



Source : Acoiss - CGSS- Dares

... par grands secteurs d'activités

	Effectifs au 1 ^{er} trimestre 2018	Evolution en glissement annuel			
		1 ^{er} trim. 2018	4 ^{ème} trim. 2017	3 ^{ème} trim. 2017	2 ^{ème} trim. 2017
Agriculture	1 496	-1,8%	-11,6%	-18,3%	2,1%
Industrie	7 904	3,3%	0,8%	-1,2%	-0,2%
Construction	5 670	7,2%	-2,7%	-3,9%	-6,3%
Commerce	14 627	3,2%	0,9%	1,4%	0,9%
Hôtel, cafés & restaurants	4 776	4,1%	3,6%	7,1%	3,8%
Autres services	36 303	-1,0%	-0,5%	-1,5%	1,0%
Intérim	1 895	28,6%	30,1%	0,1%	15,5%
Total	72 672	1,8%	0,4%	-0,9%	0,8%

Source : Acoess - CGSS - Dares

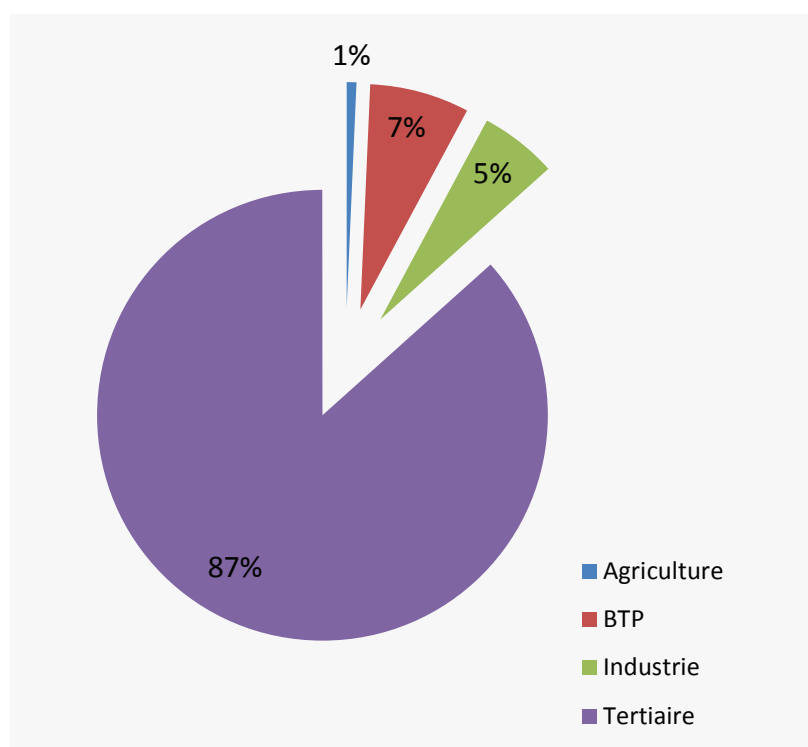
... par communauté d'agglomération

	Effectifs au 1 ^{er} trimestre 2018	Evolution
CMGT - Communauté des communes de Marie-Galante	1 422	2,0%
CNBT - Communauté d'agglomération du Nord Basse-Terre	6 044	-0,6%
CNGT - Communauté d'agglomération du Nord Grande-Terre	5 913	7,2%
CPEX - Cap Excellence	41 967	2,1%
CRDL - Communauté d'agglomération Rivieré du levant	7 361	3,4%
CSBT - Communauté d'agglomération du Sud Basse -Terre	9 964	-2,2%
Total	72 672	1,8%

Source : Acoess - CGSS - Dares

Déclarations préalables à l'embauche du secteur privé (hors interrim)...

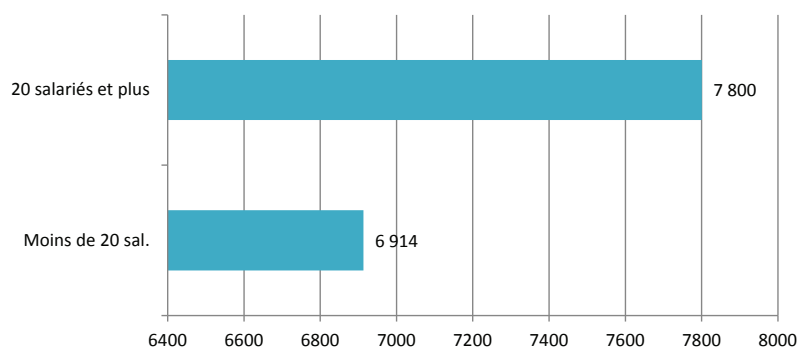
... par grands secteurs d'activité



Au cours du premier trimestre 2018, les employeurs ont effectué 14 714 démarches en vue d'une embauche (+ 6,2 %). Une forte majorité concerne des emplois du tertiaire (87%). Les intentions d'embauche de courte durée (moins de 1 mois) représentent 52% des formalités accomplies (contre 53% en 2017). Le potentiel de créations de postes de travail est supérieur dans les entreprises de 20 salariés et plus qui contribuent à 53% des déclarations effectuées. Dans un contexte de forte progression du nombre de DPAE, ce sont les entreprises de 20 salariés et plus qui connaissent la plus forte progression (+9,1%). Dans les entreprises de taille inférieure, les intentions d'embauche augmentent de (+3,7%).

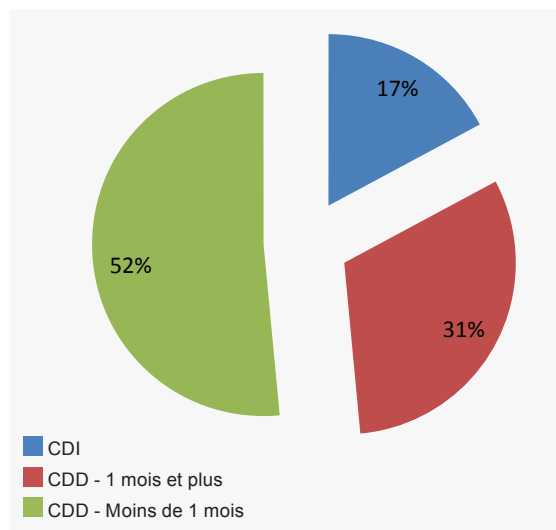
Source : Acoess - CGSS

... par taille de l'entreprise



Source : AcoSS - CGSS

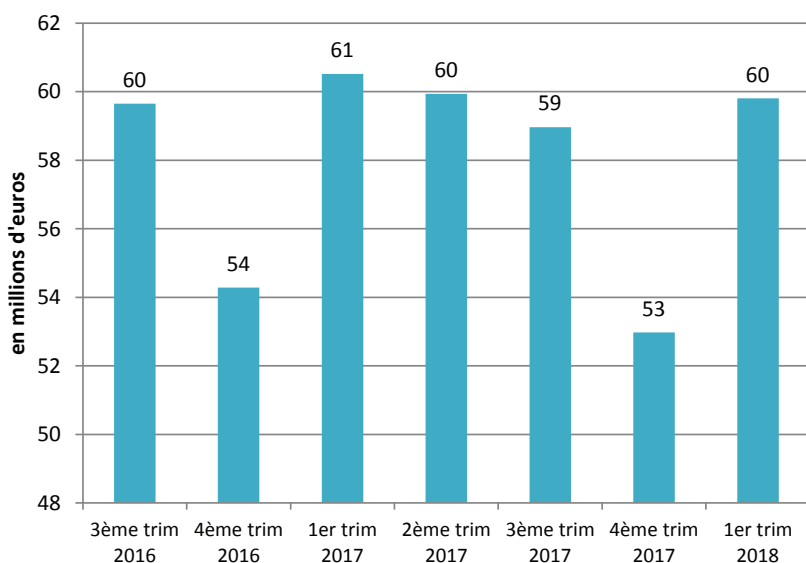
... par type de contrat



Source : AcoSS - CGSS

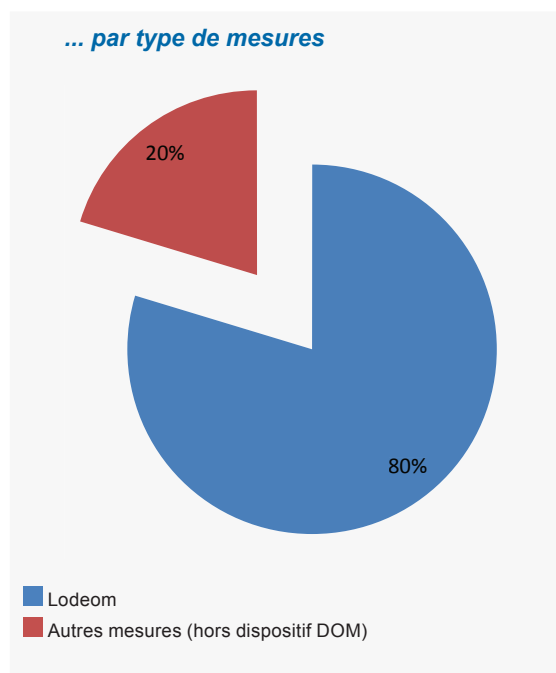
Exonérations de cotisations sociales du secteur privé

... par trimestre



Source : AcoSS - CGSS

... par type de mesures



Source : AcoSS - CGSS

.... par grands secteurs d'activités

	1 ^{er} trimestre 2018	En %	Evolution en glissement annuel
Agriculture	1,3	2,2%	-23,8%
Industrie	7,8	13,0%	1,6%
BTP	5,6	9,4%	2,0%
Commerce	12,3	20,6%	3,0%
Hôtellerie, café et restauration	5,8	9,7%	4,0%
Intérim	1,7	2,8%	13,9%
Autres services	25,2	42,2%	-5,0%
TOTAL	59,8	100%	-1,2%

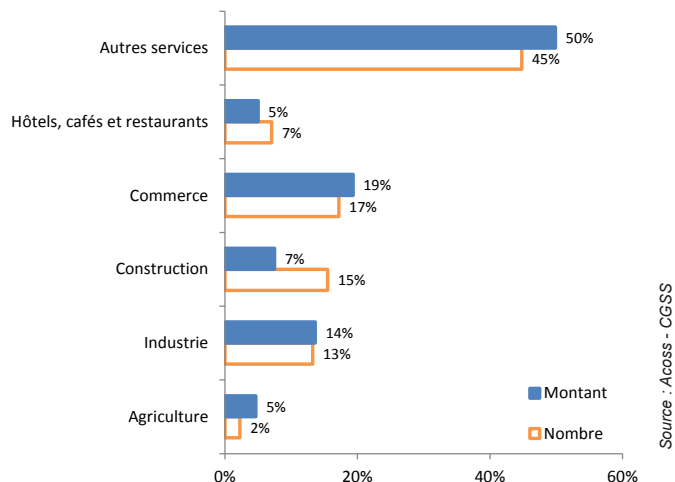
Source : AcoSS - CGSS

Les exonérations de cotisations sociales avoisinent 60 millions d'euros sur le 1er trimestre 2018. Ce montant est en légère diminution par rapport à l'année dernière (-1,2%) et il ne semble pas remettre en cause le volume global annuel de 230 millions d'euros d'allègements de cotisations. La LODEOM représente 80% du total des exonérations car le public potentiellement éligible est large (entreprises de moins de 11 salariés et secteurs prioritaires quelle que soit la taille des entreprises) et le niveau d'intervention plus élevé (jusqu'à 4,5 smic dans le cas le plus favorable) comparé aux autres dispositifs. Le secteur des services (hors commerce et HCR) capte 42% du volume des allègements.

Demandes de délais de paiement du secteur privé....

... par grands secteurs d'activités

Avec 355 demandes enregistrées au 1er trimestre 2018, le nombre de demandes de moratoires est en fort recul (-10,6%). Les montants sollicités, qui dépassent 18 millions d'euros, suivent la même tendance (-6,8%). Les demandes émanent dans une forte proportion des entreprises du secteur des services (hors commerce et HCR) qui sont prédominantes dans le tissu économique local (50% des demandes et 45% des montants). De même, près de 80% des demandes sont formulées par des TPE (moins de 10 salariés) mais les montants moyens sont relativement modestes (28 874 euros). A l'opposé, les grandes unités (10 salariés et plus) sollicitent peu de moratoires mais les montants moyens avoisinent les 300 mille euros. Au 30 juin, le taux de concrétisation de ces demandes formulées au cours du 1er trimestre est de 55%. Près de 60% des moratoires sont accordés pour des durées qui excèdent 24 mois.



.... par taille de l'entreprise

	Nombre	Montant (en millions d'euros)	Montant moyen (en euros)
De 1 à 9 sal	278	8,03	28 874
De 10 à 19 sal	42	2,93	69 817
De 20 à 49 sal	18	4,55	252 736
De 50 à 99 sal	4	0,66	165 963
100 sal. Et plus	7	1,93	276 148
Absent	6	0,09	14 957
TOTAL	355	18,20	51 254

Source : Acoess - CGSS

.... par durée de l'échéancier négocié

	Durée de l'échéancier	Nombre	Montant (en millions d'euros)
Demandes concrétisées	1. moins de 6 mois	4	0,03
	2. de 6 à 12 mois	8	0,14
	3. de 12 à 24 mois	70	1,03
	4. Plus de 24 mois	111	9,84
Demandes non concrétisées		162	7,16
TOTAL		355	18,20

Source : Acoess - CGSS

Sources et méthodologie

Les effectifs salariés et la masse salariale sont issus des Bordereaux Récapitulatifs de Cotisations (BRC) ou des Déclarations Sociales Nominatives (DSN), remplis par les employeurs dans le cadre de la déclaration des cotisations sociales aux Urssaf/Cgss. La masse salariale (assiette déplafonnée) désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, déclarées au titre de la période d'emploi étudiée.

L'effectif salarié est mesuré en fin de trimestre. Chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Cet effectif donne lieu à de nombreuses vérifications par les Urssaf/CGSS et l'Acoess.

La déclaration préalable à l'embauche (DPAE) est une formalité obligatoire à remplir par l'employeur.

L'analyse des DPAE est un indicateur avancé de l'emploi.

Les exonérations de cotisations sociales sont mesurées à partir des déclarations périodiques des employeurs. C'est un indicateur du soutien des pouvoirs publics à l'emploi depuis que les allègements de cotisations sont devenus un axe prioritaire des politiques publiques de lutte contre le chômage.

Les demandes de délais de paiement permettent à l'employeur qui rencontre des difficultés de solliciter un étalement du paiement des cotisations sociales. Après étude par les services de la CGSS, et négociations, le moratoire est accepté ou refusé.

Toutes les évolutions sont en glissement annuel. Elles permettent la comparaison d'un trimestre d'une année avec le même trimestre de l'année précédente.

Numéro ISSN : En cours

Directeur de la publication : Henri Yacou

Rédaction : Cellule Statistique – Direction du recouvrement CGSS de la Guadeloupe

Infographie : Service communication CGSS de la Guadeloupe

Adresse email : stats.cgssdom@urssaf.fr

Adresse de l'organisme : CGSS DE LA GUADELOUPE. Espace Amédée Fengarol - Zac de Dothémare - Parc d'activités la Providence - 97139 Les Abymes

retrouvez Stat'UR sur www.acoess.fr